

Proposition d'ouvrage collectif

Appel de contributions de chapitres

Titre de l'ouvrage :

- Appui à l'entrepreneuriat comme moyen de réalisation du potentiel de développement et d'emploi en Afrique francophone

Sous la direction de :

- Brahim Boudarbat, professeur à l'Université de Montréal et directeur de l'Observatoire de la Francophonie économique
- Ahmadou Aly Mbaye, professeur des universités et directeur du Laboratoire d'analyse des Politiques de Développement (LAPD) à l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar

Contexte :

L'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) de l'Université de Montréal consacre une partie importante de ses analyses et recherches à la situation économique en Afrique francophone, une région du monde qui, avec sa population d'un demi-milliard d'habitants, est très importante pour l'avenir de la francophonie et du monde.

En Afrique, la majorité des entreprises sont informelles, de petite taille et souvent à la lisière de l'entrepreneuriat familial. Elles sont souvent qualifiées de micro-entreprises, nano-entreprises ou d'entreprises familiales (Fox et Sohnesen 2012). Ce type d'entreprise est prédominant dans les secteurs les plus dynamiques des économies africaines. Il s'agit notamment du transport, de la restauration, de la duplication musicale, de la menuiserie, des bâtiments et travaux publics, du commerce de détail et des services (Hann, 2006, Adams, 2008). Les travaux de Mbaye et al (2015) et Mbaye et Gueye (2018) confirment le même constat dans le cas des pays d'Afrique francophone. En effet, leurs résultats montrent que la plupart des PME en Afrique de l'Ouest et du Centre exercent dans des secteurs d'activité du commerce et des services. Elles sont souvent non-enregistrées, ne tiennent pas une comptabilité régulière et ne donnent aucune protection sociale à leurs employés. L'auto-emploi est une caractéristique marquante de l'informel en Afrique subsaharienne. Ils montrent, en outre, que l'auto-emploi y représente plus de 80% de l'emploi total. On retrouve quasiment le même phénomène en Afrique centrale, mais avec une tendance beaucoup plus marquée. Une autre caractéristique importante de cette forme d'entrepreneuriat est la plus forte présence des femmes.

Il est reconnu que la longévité des PME, souvent informelles, est très limitée. Zogning & Mbaye (2015) ont estimé que seulement moins du tiers des PME à travers le monde fêtent leur premier anniversaire. En Afrique, Benjamin et Mbaye (2012) montrent que seulement 25 % des petites entreprises visitées au Bénin, en 2007 étaient encore toujours en activité en 2009.

Un appui efficace à l'entrepreneuriat peut jouer un rôle important pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active, mais peut également contribuer à la dynamisation de l'économie et à l'accélération de sa transformation en vue d'un développement durable. Il peut ainsi contribuer à générer une prospérité économique et à en faire profiter toute la population, notamment ses segments les plus démunis, davantage exposés à l'emploi vulnérable.

Dans l'état actuel des choses, l'entrepreneuriat est perçu par une bonne partie des jeunes en Afrique de même que par les décideurs politiques comme une alternative face au manque de l'emploi salarié, et non pas comme une opportunité pour faire des affaires. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles son impact sur le développement économique est resté à ce jour limité.

De plus, les jeunes porteurs de projets doivent composer avec plusieurs obstacles qui ont trait au manque d'expérience professionnelle, de compétences ou de connaissances entrepreneuriales, à la faiblesse du capital relationnel, aux difficultés d'accès au crédit, aux lourdeurs des procédures de l'administration publique, et aux difficultés d'accès aux marchés (Dzaka-Kikouta et Mabenge, 2018).

En particulier, les services d'accompagnement et de conseil sont peu adaptés ou peu accessibles aux jeunes. L'accès au financement est lui aussi problématique, ce qui fait que les personnes désireuses de se lancer en affaires sont soit découragées, soit poussées vers les activités informelles à faible valeur ajoutée qu'elles pourront financer par leurs propres moyens ou par l'argent provenant de leur famille ou de leurs amis (Bouarbat et Ndjaba, 2018).

Depuis très longtemps, beaucoup d'interventions visant à appuyer le secteur informel à travers des actions ciblant les employés et les PME ont été essayées (voir Fox 2017, pour une revue de telles interventions). Seulement, selon beaucoup d'évaluations, leurs impacts sont restés très limités. Les approches de politique économique visant les PME sont variées et souvent divergentes. Alors que certains auteurs pensent qu'elles concurrencent indûment les entreprises du formel, pour une majorité d'auteurs, elles ont plutôt besoin d'assistance qui les rendrait moins vulnérables de manière à pérenniser les moyens de subsistance de ceux qui s'y adonnent. Une telle assistance permettrait de stimuler le progrès technique, la productivité et les emplois, à l'échelle nationale.

Cet ouvrage se propose de brosser un portrait de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique francophone et de traiter de ses enjeux, de ses défis, de son potentiel de création d'emplois et de développement économique, ainsi que des moyens à même de réaliser ce potentiel. L'objectif final est de contribuer à l'élaboration d'une stratégie commune à la région à même d'aider à libérer le potentiel entrepreneurial des jeunes et de faire de l'entrepreneuriat un moteur de croissance économique et d'insertion professionnelle.

L'ouvrage comprendra une quinzaine de chapitres couvrant les différentes régions de l'Afrique francophone.

Procédure de soumission d'une proposition de chapitre

Les personnes désireuses de contribuer à l'ouvrage collectif sont priées de soumettre une proposition de chapitre portant sur un des pays figurant dans la liste suivante (des études de portée régionale sont aussi acceptées et encouragées) :

- Algérie
- Bénin
- Burkina Faso
- Burundi
- Cap-Vert
- Cameroun
- Centrafrique
- Tchad
- Comores
- Congo
- Rép. dém. du Congo
- Côte d'Ivoire
- Djibouti
- Égypte
- Gabon
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Madagascar
- Mali
- Mauritanie
- Maurice
- Maroc
- Niger
- Rwanda
- São Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Seychelles
- Togo
- Tunisie

. Les propositions devraient inclure l'information suivante :

1. le titre du chapitre
2. le pays étudié (ou le groupe de pays s'il s'agit d'une étude régionale)
3. le nom de l'auteur principal, sa fonction, son affiliation et ses coordonnées complètes
4. les noms des coauteurs avec leurs fonctions, affiliations et coordonnées complètes
5. un résumé détaillé en français de 1000 mots au maximum français (Times, corps 12 et interligne simple) exposant clairement le contexte, la problématique, la méthodologie, les résultats anticipés, la bibliographie et le plan de la contribution
6. CVs détaillés et à jour de l'auteur principal et des coauteurs comprenant la liste des publications

Les propositions incomplètes ne seront pas considérées. De plus, une personne ne peut soumettre plus d'une proposition de chapitre en tant qu'auteur principal.

Les chapitres proposés devront couvrir les sujets suivants :

- Un portrait récent du marché du travail dans le pays étudié (ou la région) incluant une analyse des formes d'emploi et de l'esprit entrepreneurial des jeunes
- Une analyse des principaux défis auxquels sont confrontés les jeunes entrepreneurs du pays, les caractéristiques de ces jeunes et de leurs entreprises
- Une description des dispositifs d'aide à la création d'entreprises par les jeunes, leurs forces et leurs faiblesses
- Les compétences ou connaissances entrepreneuriales clés dont manquent les jeunes du pays et qu'ils doivent développer pour pouvoir réussir leurs projets, et les actions/programmes à entreprendre pour y arriver
- Une proposition de bonnes pratiques à inclure dans une stratégie en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes

Le chapitre doit s'appuyer sur des données empiriques rigoureuses et des analyses innovantes.

L'appel à propositions est ouvert aux chercheurs universitaires, ainsi qu'aux personnes des milieux privé, communautaire ou gouvernemental intéressées par la thématique de l'ouvrage et dont les compétences et l'expérience enrichiront la réflexion sur la stratégie d'entrepreneuriat jeunesse en Afrique francophone.

L'implication des jeunes chercheurs et chercheuses est fortement encouragée.

Veuillez faire parvenir votre proposition en format PDF au plus tard le **15 mai 2019** par courrier électronique à l'adresse suivante : ofe@umontreal.ca

Les auteurs dont les propositions auront été retenues seront avisés vers le **30 mai 2019**.

Ces auteurs s'engageront à soumettre le texte complet de leur chapitre avant le 31 août 2019. Ils s'engagent également à ce que le texte soit original, c'est-à-dire qu'il ne comporte pas de textes déjà publiés ou soumis pour publication. Ils seront par ailleurs appelés à participer à l'évaluation d'au moins un des autres chapitres de l'ouvrage.

Calendrier :

15 mai 2019	:	Dernier jour pour soumettre une proposition de chapitre
30 mai 2019	:	Communication des résultats de l'évaluation des propositions
31 août 2019	:	Dernier jour pour soumettre le texte complet du chapitre
Septembre 2019	:	Évaluation des chapitres
31 octobre 2019	:	Dernier jour pour soumettre le texte révisé du chapitre

Novembre – décembre 2019	: Révision linguistique, mise en page et impression de l'ouvrage
À déterminer	: Activité pour le lancement de l'ouvrage

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez communiquer avec l'OFE à l'adresse suivante : ofe@umontreal.ca

À propos de l'OFE

L'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) a été créé en juin 2017 par l'Université de Montréal en partenariat avec le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) du gouvernement du Québec, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF).

Il a pour mission de devenir une ressource de premier plan sur les questions reliées à la Francophonie économique et, donc, un centre de calibre international d'études, de recherches et d'activités de liaison et de transfert sur la francophonie économique, ayant un intérêt marqué pour les pays en voie de développement, notamment en Afrique.

Pour plus d'information, visitez le site : <http://ofe.umontreal.ca>.

Références :

Adams A. V. 2008. "Skills Development in the Informal Sector of Sub-Saharan Africa". World Bank. Mimeo.

Bouarbat B. et L. Ndjaba. 2018. « La transition des études au marché du travail chez les jeunes de l'Afrique francophone », dans *La Francophonie économique 1. Situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives* sous la direction de Brahim Bouarbat, Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal : 48-88.

Benjamin, N. and A. A. Mbaye. 2012. *The Informal Sector in Francophone Africa: Firm Size, Productivity, and Institutions*. Washington DC : World Bank

Dzaka-Kikouta, T. et C. Mabenge. 2018. « Enjeux de l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes en Afrique francophone », dans *La Francophonie économique 1. Situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives* sous la direction de Brahim Bouarbat, Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal : 118-153.

Fox, L. 2017. « The Evidence is In: How Should Youth Employment Programs in Low Income Countries be Designed? » USAID Technical Report. DOI: 10.13140/RG.2.2.22191.84649

Fox, L, et T.P Sohnesen. 2012. « Household Enterprises in Sub-Saharan Africa: Why They Matter for Growth, Jobs and livelihoods. » Document de Recherche de Politique n°6184, Banque Mondiale, 2012.

Hann, H.C. 2006. Training for Work in The Informal Micro-Enterprise Sector: Fresh Evidence from Sub-Sahar Africa. Technical and Vocational Education and Training Series: Issues, Concerns, and Prospects, vol. 3. Dordrecht: Springer for Unesco-Unevoc

Mbaye A. A. et F. Gueye. 2018 The Competitiveness Challenge of the Formal Sector in Francophone Africa: Understanding the Role of the Informal Sector and the Business Environment. In: Adeleye I., Esposito M. (eds) Africa's Competitiveness in the Global Economy. AIB Sub-Saharan Africa (SSA) Series. Palgrave Macmillan, Cham, pp25-52

Mbaye, A. A., J.-J. Ekomié., J.-C. Saha, G. Kobou., J. Charmes, N. Benjamin., S. Golub, D. Haughton, R. Cissé., Ibrahima Thione Diop., Fatou Gueye., A. Nar Diop., F. Bakary Doucouré et N. A. Diallo. 2015. Secteur informel, environnement des affaires et croissance économique : une analyse comparative de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, CRDI, 2015

Zogning, F. et A. A. Mbaye. 2015. Le financement des PME et la performance du secteur public : une perspective international" sous la direction de Felix Zogning et Ahmadou Aly Mbaye, Edition Parmitech, Ottawa, 2015.